

Cristina Fernández présente un projet de loi pour freiner les sociétés offshore



Buenos Aires, 8 mars (RHC)- L'ex-présidente et sénatrice argentine Cristina Fernández impulse un projet de loi qui cherche à mettre un frein à des fonctionnaires impliqués dans des sociétés offshore et dans des compte en banque dans des paradis fiscaux comme cela est le cas de l'actuel président Mauricio Macri.

Cristina Fernández a présenté hier depuis son groupe au Sénat l'initiative qui a pour objectif de modifier la Loi

d'Éthique Publique et d'incorporer toute une série d'interdictions et de sanctions contre les fonctionnaires publics tant au moment de leur désignation que de l'exercice même de leurs fonctions.

L'élue, en représentation du bloc Unité Citoyenne, a affirmé que la majorité du cabinet est impliqué dans les scandales internationaux des Panama Papers et de Paradis Papers.

Elle a également considéré qu'aucun des trois pouvoirs de l'État ne peut avoir, parmi leurs fonctionnaires des personnes qui utilisent des paradis fiscaux et qui demandent en même temps aux citoyens de payer leurs impôts.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/156938-cristina-fernandez-presente-un-projet-de-loi-pour-freiner-les-societes-offshore>



Radio Habana Cuba